

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1130 du 29 septembre 2012 | www.libres.org
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1130

EDITORIAL : 3 millions de chômeurs pp. 1-2

CONJONCTURE : Banques centrales : la grande illusion pp. 3-4

ACTUALITÉ : Le Prix de la Nullité p. 4 - Les dirigeants de l'automobile ne se conduisent pas bien p. 5 - Vers une confédération espagnole ? p. 5

CONNAISSANCE DU LIBERALISME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

3 millions de chômeurs

Ce n'est pas assez : on va aller à 4 millions, pour nous rapprocher des performances de nos voisins espagnols.

D'ailleurs, nous sommes déjà à plus de 4 millions, car le chiffre des chômeurs sur lequel tout le monde se lamente ne concerne que les personnes qui n'ont pas eu de travail du tout – ce sont les chômeurs dits de catégorie A. Si on y ajoute ceux qui ont occupé un emploi temporaire pendant 78 heures ou moins au cours du dernier mois, on atteint bien les 4 millions.

Mon collègue et ami Jean Yves Naudet vous a bien expliqué toutes ces subtilités, qui permettent à l'INSEE et au gouvernement de rassurer ceux qui pourraient s'inquiéter de la montée du chômage en France.

Mais restons à 3 millions. C'est déjà 10,2% de la population active, au-dessus de la moyenne des pays de l'Union Européenne (9,5%). Et, en Europe, on peut citer quelques chiffres : Suisse 2,8%, Autriche 4%, Pays Bas et Luxembourg 5%, Allemagne 5,6%, Suède et Grande Bretagne 8%, ou encore Japon 4% et Etats-Unis 8%.

La ligne de partage est assez nette : nous appartenons aux nations déclinantes, tandis que les autres se sont redressées, au moins sur le plan du chômage.

Je ne fais pas pour autant de la déclinologie, parce que les prophètes de malheur estiment qu'il n'y a rien à faire, et que nous courons à une catastrophe sans précédent. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

3 millions de chômeurs (suite)

Il est vrai que la catastrophe se produira si l'on continue dans la grande tradition du « traitement social du chômage », des emplois aidés et de la chasse à l'entreprise, à la réussite et à l'épargne, agrémentée d'une redistribution aveugle. Va-t-on entretenir aussi la grande illusion de la relance par l'accroissement des dépenses publiques, donc les impôts ?

Monsieur Sapin, ministre du travail, nous a rassurés : « le chômage actuel n'est que l'héritage du quinquennat Sarkozy », ce qui en clair veut dire qu'il va rompre avec les erreurs précédentes. Mais le programme de Monsieur Sapin est bien net :

- Réforme du droit du travail pour faire disparaître les CDD et n'avoir que des CDI : on va voir les employeurs se précipiter à Pôleemploi pour embaucher sans limite de temps des jeunes dont ils ne connaissent rien et qui ne connaissent pas grand-chose.

- Les emplois d'avenir, qui consistent à mettre des jeunes au service d'entités qui n'appartiennent « ni au secteur public, ni au secteur marchand ». Leur avenir est dans les associations, ou comme éducateurs des rues, ou entraîneurs sportifs.

- Les contrats de génération, qui cette fois-ci concernent « toutes les entreprises » et consistent à coupler l'embauche (en CDI toujours) d'un jeune avec le maintien en activité d'un senior de plus de 57 ans.

Il va de soi que les emplois ainsi « créés » par l'Etat sont des emplois « aidés ». Ces

dépenses supplémentaires (qui pourraient dépasser les 5 milliards d'euros) seront juste à point pour réduire le déficit budgétaire (mais en fait, qui y croit encore ?).

“ Emplois aidés : avec quel argent ? ”

Je ne fais pas de la déclinologie parce que je sais qu'un changement de cap peut réanimer l'économie française, puisque les autres nations européennes ont adopté des réformes libérales et en ont rapidement tiré les fruits. Au risque de vous importuner en répétant mon couplet sur l'espoir libéral, puis-je vous rappeler en quoi consistent ces réformes ?

Réformer le marché du travail et s'inspirer des lois Harz (liberté d'embauche et de licenciement, chômage partiel, négociations collectives réduites au minimum).

Réformer la fiscalité : réduire l'incertitude fiscale, supprimer la progressivité avec un taux d'imposition unique (flat tax), supprimer l'impôt sur le patrimoine : de quoi stimuler ceux qui veulent entreprendre et travailler davantage et de quoi stimuler la croissance.

Réformer l'Etat providence et pratiquer de larges privatisations de ce qui est aujourd'hui si mal géré par le service public : poste, transport, culture, éducation, logement (en finir avec le logement social).

Tous les pays visés ont diminué drastiquement le nombre de fonctionnaires, non pas pour les mettre au placard, mais pour en faire des serveurs zélés et bien payés d'une clientèle qui retrouve son pouvoir d'achat.

D'autres réformes sont plus longues à mettre en œuvre, notamment celle de la Sécurité Sociale, aujourd'hui en implosion. Retraites et maladie doivent s'ouvrir sur l'épargne capitalisée et sur la concurrence.

Ces blocs de réforme ne se heurtent qu'à l'immobilisme politique, fruit des pressions syndicales et de la France assistée. Mais l'assistance va bientôt disparaître, non par la pseudo politique de rigueur, mais par la récession économique. On aura les indignados dans la rue. Quels sont ceux qui auront le courage de dire la vérité et de faire les réformes ?

“ Un million de chômeurs en moins ”

Notre mission est d'alerter l'opinion publique : non, le chômage n'est pas une fatalité, oui la réforme nous rendra confiance, croissance et emplois. Bientôt un million de chômeurs en moins, en France comme ailleurs !

Jacques Garello

BANQUES CENTRALES : LA GRANDE ILLUSION

Les hommes politiques sont ravis et, comme le titre Le Figaro, les marchés sont « enchantés » (pour combien de temps ?). Bref, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes : l'incendie est maîtrisé, la crise est finie, puisque les banques centrales ont sorti l'arme absolue : éteindre le feu par l'inondation monétaire.

Le problème c'est qu'il n'y a jamais eu de feu, mais tout au contraire une surabondance d'eau : bien trop de liquidités monétaires émises depuis plusieurs années, tant en Europe qu'aux Etats Unis. En rajouter encore, c'est, comme le disait déjà Jacques Rueff, faire « des plans d'irrigation pendant le déluge ». Or l'inondation monétaire d'aujourd'hui, c'est l'inflation de demain : un impôt de plus, mais le plus injuste des impôts.

De la relance monétaire à la relance budgétaire...

Tout a commencé aux Etats-Unis. Depuis le fameux 11 septembre la Banque centrale (FED) avait pratiqué une politique « d'argent à bon marché » (easy money) par crainte de voir l'économie américaine freinée par le pessimisme qui a suivi le drame du World Trade Center. Mais la crise a réellement démarré avec les « subprimes » : les banques ont été encouragées à accorder des prêts immobiliers à des ménages non solvables, pour respecter « le droit au logement » inventé par Roosevelt et relancé par Clinton. Les banques pouvaient prêter n'importe quoi à n'importe qui, puisque la FED était là pour fournir les liquidités nécessaires. Les créances douteuses ainsi émises, puis titrisées, se sont retrouvées dans le bilan des banques du monde entier, et quand on s'est aperçu de leur poison, la panique s'est généralisée. La FED a cru bon de sauver les banques en créant encore plus de monnaie.

De leur côté les gouvernements ont cru pouvoir faire face à la crise en relayant les carences des finances privées par une expansion spectaculaire des finances publiques : le déficit budgétaire se substitue au crédit bancaire.

La hausse des dépenses publiques a accru des déficits déjà élevés depuis longtemps (en France, le dernier budget équilibré remonte à 1974).

Les dettes publiques ont explosé, provoquant ainsi une seconde crise, celle des dettes souveraines. La relance budgétaire n'a rien relancé du tout, la récession s'est aggravée, tandis que dans la zone euro on découvrirait qu'on ne pouvait avoir la même monnaie et mener des politiques différentes. Mais comment faire face à ces montagnes de dettes et relancer l'économie en même temps ? La solution classique et libérale consiste à réduire les dépenses publiques, pour réduire les déficits, et à réduire les impôts, pour inciter chacun à entreprendre et travailler plus.

Maintenant la relance monétaire...

Mais nos gouvernants et nos banques centrales sont keynésiens ; l'arme budgétaire ayant à l'évidence été surutilisée, compte tenu des montagnes de dettes, reste l'arme monétaire : relancer par la création de monnaie, tout en allégeant la dette par sa monétarisation : racheter des titres publics, faisant ainsi d'une pierre deux coups : et la relance, et la disparition magique des dettes.

Face au chômage, à la récession, mais aussi à l'impasse de la relance budgétaire, la politique monétaire est apparue comme la planche de salut et Ben Bernanke comme le sauveur. Deux plans « d'assouplissement monétaire » (quantitative easing 1 et 2) ont permis de créer des centaines de milliards de dollars,

(1700 milliards en tout, sans compter 500 milliards de twist consistant à échanger des titres publics pour en modifier l'échéance) en rachetant des titres publics : paradoxe, c'est la FED qui est devenue le premier détenteur au monde de bons du Trésor américains.

La FED avance dans l'impasse

Ces gigantesques relances monétaires pouvaient paraître délirantes à un esprit de bon sens, mais du moins pouvait-on se dire qu'elles n'auraient qu'un temps. Ce qui vient de se passer est infiniment plus grave. En effet, la FED a décidé une nouvelle fois de « voler au secours de l'économie américaine », comme le dit Le Monde, par un troisième plan monétaire de 40 milliards par mois, sous forme de rachat de titres de la dette hypothécaire de basse qualité (terme pudique pour dire créances pourries). Le problème n'est pas tant le montant (encore que ces 40 milliards mensuels se rajoutent aux mesures précédentes qui continuent à jouer, portant la somme à 85 milliards par mois), mais dans le fait que la durée de ces opérations est illimitée : elles se poursuivront jusqu'au succès !

Car le succès escompté, c'est le recul du chômage et la reprise économique. Voilà le changement : l'objectif de la FED n'est plus estimé en termes monétaires, c'est un objectif en termes d'emplois et de croissance. >>

Banques centrales : la grande illusion (suite)

C'est l'illusion que la politique monétaire peut avoir un impact effectif et durable sur l'activité économique. C'est une erreur, car la seule chose qu'une politique monétaire « de relance » peut faire à terme, c'est faire monter les prix. La dernière décision américaine est donc un vrai changement de cap, un pas décisif dans l'impasse économique.

La BCE s'aligne sur la FED et viole les traités !

Face à ce laxisme américain, la banque centrale européenne semblait plus sage. Certes la plupart des Etats ont pratiqué une relance budgétaire massive, provoquant la crise des dettes souveraines de la zone euro. Mais la BCE tenait bon : elle était tenue par ses statuts et les traités européens. Les traités indiquent que l'objectif principal de la BCE « est de maintenir la stabilité des prix ». Ce qui implique une politique monétaire rigoureuse, c'est-à-

dire une croissance modérée et stable de la masse monétaire.

Cet objectif a été peu à peu abandonné, au profit d'une relance monétaire, qui a pris d'abord la forme d'une baisse des taux, puis d'un laxisme monétaire assumé pour éviter, disait-on, la paralysie bancaire. Résultat : la monnaie de base émise par la BCE, sur laquelle s'appuie la monnaie créée par les banques « de second rang » quand elles accordent des crédits, a augmenté en 4 ans de près de 850 milliards d'euros, soit un quasi doublement de la quantité de monnaie de base !

Mario Draghi va maintenant bien plus loin. Il a annoncé un événement majeur : la BCE rachètera sans limite des dettes d'Etat, les transformant en création monétaire. Comme aux USA, sans limite ! C'est contraire aux traités européens (articles 104 du traité de Maastricht et 123 de celui de Lisbonne) qui interdisent à la BCE d'acquiescer auprès des Etats et des organismes publics leurs

titres de dette. Certes la BCE ne les rachète pas aux Etats, mais le fait auprès du MES, mécanisme européen de stabilité, organisme public créé par les Etats : or les traités interdisent ces opérations auprès de tout organisme public. Personne n'est dupe : les traités sont violés.

L'inondation monétaire des deux côtés de l'Atlantique est donc là : elle ne s'est pas traduite en inflation, car les banques redéposent l'argent créé auprès des banques centrales. Jusqu'au jour où elles s'en serviront pour accorder des crédits faisant exploser la masse monétaire : alors, l'inflation emportera tout sur son passage ; l'inflation aura ruiné ceux qui ne l'avaient pas été par l'explosion des impôts. L'histoire montre que l'hyper inflation entraîne un désastre économique, mais aussi politique. Les marchés sont enchantés ? Eh bien dansez maintenant !

Jean Yves NAUDET

Le Prix de la Nullité

Il peut se faire qu'un prix Nobel d'Economie dise n'importe quoi

« Le prix de l'Inégalité » est le titre du dernier ouvrage publié par Joseph Stiglitz et proposé ce mois-ci au public français. Les thèses de cet expert, choisi comme tel par Nicolas Sarkozy dès son arrivée au pouvoir, sont bien connues des économistes libéraux qui n'apprécient pas les écrits de ce « charlatan » (Murray Rothbard). Allons à l'essentiel : l'équité fait partie des « valeurs universelles » mais elle est sacrifiée sur « l'autel de la cupidité » (titre de l'un de ses précédents ouvrages). Les inégalités s'accroissent dans le monde entier, le rêve américain n'existe plus : tout cela parce qu'une minorité de riches financiers profitent du « capitalisme sauvage ». On doit donc s'attendre à la révolte de ceux que

le capitalisme a trahis : les indignos de Madrid ont droit à tout le soutien de Stiglitz. Une seule issue : briser la finance, mettre fin aux aides aux entreprises, équilibrer les déséquilibres commerciaux et pour ce faire organiser la mondialisation aujourd'hui débridée (thèse naguère chère à feu Maurice Allais), miser sur l'investissement public pour soutenir une croissance durable.

Bien sûr, Stiglitz est incapable de produire la moindre justification à ses dires. Heureusement les inégalités diminuent dans le monde grâce au libre échange, et les dérives financières sont dues essentiellement aux dirigistes américains. Stiglitz a été en son temps le conseiller des Grecs

et soutient toujours que la dette grecque n'a rien de dramatique. De même il avait applaudi en septembre 2010 à l'annonce des manifestations chez nous contre la réforme des retraites « Les grèves en France ? Un formidable espoir » (Le Point).

Mais Stiglitz fait partie de ces intouchables, dont les sornettes ravissent les salons parisiens et les ignorants qui nous dirigent. Dirigeants pleins de tolérance d'ailleurs puisque Stiglitz nous assène une autre vérité : « nos gouvernements sont globalement sous la coupe des intérêts privés ». Privés marchands ou privés subventionnés ? Vise-t-il le « crony capitalism » dont il touche régulièrement les dividendes ? •

Les dirigeants de l'automobile ne se conduisent pas bien

A la veille du Salon de l'auto, tirs croisés contre l'Etat français

Carlos Ghosn affirme qu'il n'est plus possible de fabriquer des automobiles en France, où la production n'est plus compétitive. En cause : le coût du travail, et notamment les charges sociales, mais aussi l'incertitude fiscale et réglementaire, qui interdit toute prévision à long terme. C'en est au point que Le Figaro en fait la Une de son journal de jeudi.

Mais, plus percutant encore, Jean Claude Debard, d'Emil Frey France, la société importatrice de Subaru, Daihatsu, Ssangyong et Mitsubishi, tout en reprenant les mêmes critiques, s'en prend à Arnaud Montebourg, ministre du « Redressement productif », qu'il soupçonne d'être « mal informé » : manière élégante de le traiter d'ignorant ou de menteur. Notre Ministre a en effet accusé la Corée du Sud et les concurrents

asiatiques de « dumping social », au prétexte que les ouvriers y travailleraient 12 heures par jour. En réalité, le chiffre exact est 8 heures.

Mais, surtout, Montebourg a fait une fois de plus appel au « patriotisme économique » des Français, qui devraient acheter « leurs » voitures. Cet appel est déplacé et ridicule. Déplacé parce que les importations coréennes ne représentent qu'une faible part des ventes et ne peuvent expliquer la crise de la production automobile française, et ridicule parce que les Français exportent des voitures vers l'Asie plus qu'ils n'en achètent. Le patriotisme économique devrait-il pousser les Coréens à fermer leurs frontières ?

Jean Claude Debard a déploré que l'auto soit la vache à lait de l'Etat fran-

çais, qui en retour devrait en faire davantage pour l'industrie. Non pas en la subventionnant, mais en la libérant d'une réglementation et d'une fiscalité asphyxiantes et changeantes.

Rappelons que, contrairement aux idées reçues et aux réformes envisagées, le coût du travail ne pourra diminuer en France qu'en mettant fin au monopole de la Sécurité Sociale. Un défi qu'en effet aucun gouvernement n'osera relever dans l'immédiat. On attendra sans doute la disparition totale de l'industrie française.

Pour terminer évoquons un souvenir assez lointain mais toujours d'actualité : le « patriotisme économique » d'Hitler s'est exprimé à travers la Voiture du Peuple (VW), et celui de la République Démocratique Allemande à travers la Trabant. Goût amer. •

Vers une Confédération Espagnole ?

La crise attise les tensions entre provinces, les Catalans veulent un pacte fiscal

En Espagne, la crise prend plusieurs visages. Celui des indignados de Madrid occupe les écrans, mais se ramène à des manifestations révolutionnaires contre le gouvernement Rajoy, au prétexte de lutte contre l'austérité imposée par l'Europe. En fait, le sort des diverses provinces qui composent le royaume est très différent. Certaines, comme l'Andalousie, sont proches de la faillite, comme les banques locales qui ont oublié toute prudence dans l'octroi de crédits (notamment immobiliers). Par contraste, certaines provinces ont amorcé ou amorcent aujourd'hui une remise en ordre de leurs finances locales. C'est le cas de la Catalogne, dirigée par Artur Mas, qui gouverne contre

les deux grands partis nationaux, le parti populaire (libéral) et le parti socialiste. Mais comment harmoniser une telle politique avec les choix budgétaires décidés à Madrid ?

Aujourd'hui le conflit est ouvert entre Barcelone et Madrid. Mas a demandé de bénéficier d'un « pacte fiscal », qui rendrait aux Catalans une autonomie budgétaire très large, comme celle dont disposent aujourd'hui le Pays Basque et la Navarre. Le gouvernement Rajoy a refusé, et propose un referendum le 25 novembre pour que les Catalans s'auto-déterminent. Rajoy compte sur les mécontents de la rigueur et sur les troupes du PP et du PS pour gagner cette consultation.

Mais les indépendantistes veulent au contraire profiter du referendum pour demander la reconnaissance de la Catalogne comme un véritable « Etat européen ». Ce souhait mettrait fin à un arrangement institutionnel en vigueur depuis des années : le gouvernement central dispose de tous les pouvoirs « régaliens », mais a laissé les provinces relativement libres de leurs politiques. Les Catalans estiment que l'Espagne entière vit à leurs crochets – ce qui peut se discuter. Mais leurs réactions peuvent éclairer l'avenir de l'Europe qui cherche elle-même un arrangement institutionnel : Europe des Etats ou Europe des Provinces ? •

Cette rubrique rétablit la vérité sur le libéralisme, ignoré et décrié sans raison. Attaqué dans sa dimension économique, le libéralisme l'est aussi dans sa dimension morale. Il serait porteur d'égoïsme, de matérialisme, d'impiété, mais aussi de corruption.

Le sale argent, l'argent sale

La condamnation morale de l'argent est aussi vieille que l'argent lui-même. « Aucun homme ne peut servir deux maîtres : car toujours il haïra l'un et aimera l'autre. On ne peut servir à la fois Dieu et Mammon (Matthieu 6:24) ». Ici argent signifie possession, culte de la richesse, matérialisme, et autres vices qui se proposent aux choix de l'homme libre. Il aura fallu le 20ème siècle pour que la condamnation de l'argent devienne aussi condamnation du capitalisme et du libéralisme, comme chez Anatole France : « L'argent est devenu honorable. C'est notre unique noblesse. Et nous n'avons détruit les autres que pour mettre à la place cette noblesse la plus oppressive la plus insolente et la plus puissante de toutes. » Le lien est évident : le libéralisme économique qui imprègne le capitalisme débouche sur la croissance, c'est-à-dire la multiplication des richesses. Si les richesses sont immorales, libéralisme et capitalisme le sont aussi.

Cette condamnation s'est alourdie avec la pratique de l'argent sale. Un film récent porte ce titre, avec pour sous-titre : poison de la finance. C'est le commerce de l'argent lui-même (la finance) qui devient suspect parce qu'il abrite des mouvements d'argent de source illégale et immorale, comme la drogue ou la corruption. Par extension, la corruption devient un attribut du libéralisme.



Anatole France
1844-1924

Dans le film en question, la corruption est associée à la mondialisation : plus de frontière pour la mafia (commentaire habituel après la tuerie de Dusseldorf le 15 août dernier). La corruption est aussi au cœur de la lutte contre les paradis fiscaux, ouverte depuis quelques années.

La corruption dans la vie économique

Il ne fait aucun doute qu'un certain nombre de scandales défraient la chronique économique chaque jour. Hier on apprenait que des joueurs de handball perdaient des matches pour gagner des paris. Cet hiver, la Barclays Bank a été amenée à s'excuser (et son directeur à

démissionner) parce que certains de ses « traders » avaient trafiqué le taux Libor (taux d'intérêt pratiqué à Londres qui guide un grand nombre de taux dans le monde), les malversations portant sur quelque 5.000 milliards de dollars. Il y a huit ans, la société Enron a volé ses salariés en dilapidant l'argent de leurs retraites. Et le système « Madoff » a ruiné des centaines de milliers de personnes : les fonds confiés à ce financier véreux avaient une rentabilité élevée parce qu'ils étaient remboursés sur les sommes nouvelles collectées mais il n'y avait aucune réserve ni aucun actif chez Madoff (« la chaîne de Ponzi »). Toutes ces malversations sont évidemment une tare dans un système de liberté économique, mais elles sont inévitables compte tenu de la nature humaine. C'est la rançon de toute liberté : des gens malhonnêtes peuvent en abuser et léser les autres. Ce n'est pas le libéralisme économique qui est en cause, c'est la nature humaine « Si tous les hommes étaient des anges, le gouvernement ne serait pas nécessaire », disait James Madison, l'un des pères fondateurs de la démocratie américaine. Madison exprimait ainsi la nécessaire intervention de l'Etat pour garantir la liberté et la sécurité. Ce rôle subsidiaire d'un Etat gendarme, chargé d'utiliser la force publique pour moraliser les immoraux, les malhonnêtes et les voleurs, est-il correctement assumé aujourd'hui ?

La « mesure » de la corruption

En fait, la corruption telle qu'on l'observe aujourd'hui échappe à la vigilance des Etats. Mieux : elle prend source et appui dans le pouvoir politique. C'en est au point que les définitions officielles de la corruption associent corruption et pouvoir politique : « la corruption consiste en l'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées » dit Transparency International. Le Conseil de l'Europe est encore plus précis, en parlant de « l'utilisation et l'abus du pouvoir public à des fins privées ».

Les affaires les plus connues de corruption tournent autour du pouvoir politique, du financement des partis, de l'enrichissement personnel des gouvernants et chefs d'Etat. En France, cette année les ventes d'armes au Pakistan (attentat de Karachi) et le financement de la campagne de 2007 (Bettencourt) ont tenu la vedette. Mais la situation dans notre pays n'est pas la pire. Transparency International publie chaque année un « indice de perception de la corruption ». Dans les 178 pays étudiés, les trois quarts sont « perçus » comme gravement corrompus. Les 10 pays les moins corrompus sont le Danemark, la Nouvelle Zélande, Singapour, la Suède, le Canada, les Pays Bas, l'Australie, la Suisse et la Norvège et en queue de classement on trouve la Somalie, la Birmanie, l'Afghanistan, l'Irak, l'Ouzbékistan, le Soudan, le Turkménistan, le Tchad, le Burundi et la Guinée. La Russie est un haut lieu de la corruption (154ème).



Lord Acton
1834-1902

Les Etats-Unis sont en 22ème position et la France en 25ème.

Quand le gendarme devient voleur

La géographie de la corruption démontre une forte corrélation entre dictature politique et corruption. Ce sont les pays où le pouvoir de l'Etat est le plus fort, le plus concentré, qui sont les plus atteints. Lord Acton est l'auteur de la célèbre formule : « Tout pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument ».

Même dans les démocraties occidentales, l'Etat Providence est la source d'une corruption permanente et généralisée. Quand le secteur public représente une moitié de l'activité nationale, les marchés publics sont déterminants pour les entreprises. Quand la réglementation

rend difficile voire arbitraire l'exercice d'une profession, les démarches, les pressions occultes et les enveloppes se multiplient. La loi Royer sur l'implantation des grandes surfaces a été pendant longtemps la première source de financement des partis politiques français. Quand le marché est bloqué par les administrations et quand les pénuries apparaissent, le marché noir se développe. Quand il faut l'accord d'un fonctionnaire pour les actes de la vie courante, le bakchich est de droit. Et s'il n'y avait pas d'enfers fiscaux, il n'y aurait pas de paradis fiscaux.

On ne peut pas non plus sous-estimer l'importance du favoritisme, du népotisme et du communautarisme. Dans beaucoup de pays, appartenir à un clan, avoir des relations, sont des modes d'enrichissement plus efficaces que l'entreprise, le mérite ou le travail. Aux Etats-Unis, l'administration fédérale, surtout depuis Barack Obama, se trouve entre les mains de personnes avec lesquelles et entre lesquelles on peut faire du business. La corruption est le fruit de ce que l'on appelle « crowny capitalism », un système qui assoit le succès des affaires sur les relations que les dirigeants d'entreprises entretiennent avec le gouvernement. Hélas ceux qui à juste titre méprisent et dénoncent la corruption se trompent souvent d'adresse : ce n'est pas le libéralisme qui est en cause mais, une fois de plus, le poids de l'Etat, allant parfois jusqu'à la dictature politique, qui est aussi dictature de l'argent. •



Le désastre Obama

Guy Millière

Obama tel que vous ne le verrez jamais dans les médias français.

Quelques semaines avant les élections de novembre, les livres sur les Etats-Unis qui paraissent sont de plus en plus nombreux. Mais très rares sont ceux qui osent s'attaquer au mythe Obama. Dans son dernier essai, Guy Millière va encore plus loin : la présidence Obama a été un désastre, tant sur le plan interne qu'international.

Aujourd'hui l'Amérique a une économie affaiblie par l'endettement, le chômage dépasse les 10 % : résultats visibles de la politique de « stimulus ». Parallèlement la corruption s'est généralisée : les amis du clan démocrate ont gagné beaucoup d'argent. C'est le « Crony capitalism », le capitalisme des copains (et des coquins).

L'influence de l'Amérique dans le monde a fortement décliné. Avec son discours au Caire en 2009, Obama pensait que l'arrivée au pouvoir des « démocrates » (en fait les islamistes) réconcilierait le monde musulman avec l'Occident : erreur diplomatique majeure, commise aussi, il faut le dire, par les Français et les Anglais. Aujourd'hui, pour la première fois, un ambassadeur américain est tué...

Obama a voulu faire de l'étatisme en imposant une assurance maladie obligatoire à tous les Américains alors qu'ils n'en voulaient pas. Malgré les 800 Milliards de dollars distribués pour relancer l'économie, celle-ci continue à être atone (il est vrai, les indicateurs sont meilleurs qu'en Europe). Le président des « laissés-pour-compte » de la société américaine a échoué : jamais le nombre de détenteurs de food stamps (bons pour acheter des aliments) n'a été aussi élevé (1 Américain sur 5) et le taux de chômage des Noirs aussi haut. Ce n'est donc pas étonnant si plus de 60 % des Américains considèrent que la politique économique suivie par l'administration d'Obama n'est pas bonne. Elu en 2008, Obama devait « sauver » l'Amérique après les années Bush. Il l'a enfoncé dans la crise.

Les conservateurs américains ont répliqué en s'organisant autour des Tea-Parties. Comme toujours, la société civile américaine a réussi à inverser la tendance et a contribué à l'échec des démocrates aux élections de mid_term de 2010. La Chambre des représentants dirigée par une gauchiste notoire, Nancy Pelosi, a été remplacée par une Chambre des représentants à majorité républicaine. Au Sénat, les Démocrates ont perdu la forte majorité et doivent s'allier à des Républicains « modérés ».

« Barack Obama est un révolutionnaire complet, écrit Guy Millière. Cohérent. Conséquent. Il est le premier Président à s'être appuyé sur des organisations d'extrême gauche pour parvenir au pouvoir et le premier Président à s'appuyer sur des organisations d'extrême gauche quatre années plus tard ».

Tout cela sera-t-il suffisant pour qu'il perde les élections ? Guy Millière est prudent car le résultat des élections dépend aussi des propositions de son adversaire, Mitt Romney. Le choix de Paul Ryan comme colistier a énormément changé la donne. Ce dernier est aimé par les Tea Parties qui voient en lui un nouveau Reagan. Leur programme s'en inspire d'ailleurs. Pourvu qu'ils gagnent les élections...

Bogdan Calinescu

La désastre Obama, Ed.Tatamis

Jeudi 25 octobre à 17h30
nous vous donnons rendez-vous

Maison de la Chimie

28 rue Saint Dominique,
Paris 7ème

Métros Assemblée Nationale,
Invalides, Solférino

où se tiendra

l'Assemblée Générale

suivie du colloque
de 18 :30 à 20 :00

*Contre le chômage libérons
l'entreprise et le travail
Leçons européennes*

La présentation du colloque et la
liste des intervenants vous
seront communiquées dans la
prochaine Nouvelle Lettre.



Les manuels d'économie passés au crible

L'IREF (Institut de Recherches Economiques et Sociales) a mené une enquête sur les manuels d'économie destinés aux élèves de 1ère et Terminales SES. Lucas Léger et Nicolas Lecaussin ont examiné 7 d'entre eux, et leurs conclusions sont inquiétantes. L'entrepreneur, l'entreprise et leur rôle dans la création de richesses et de pouvoir d'achat, sont pratiquement ignorés. La mondialisation et le marché sont critiqués pour leurs « défaillances ». L'Etat est l'institution la plus citée et « social » l'épithète la plus usitée. Enfin, la plupart des citations proviennent d'Alternatives Economiques, le mensuel de la désinformation offert gracieusement aux lycéens avec l'argent des contribuables ou des familles.

L'Express et Libération ont repris des éléments de cette enquête.